

**Discours prononcé par Marlihan Lopez, agente de liaison du RQCALACS,
lors du rassemblement pour la Journée nationale de commémoration et
d'action contre la violence faite aux femmes**

Le 6 décembre 2018 au Square Cabot, Montréal.

Chaque année nous nous réunissons en honneur des victimes du massacre misogyne des 14 femmes à l'école Polytechnique. Nous nous réunissons pour dénoncer les facteurs systémiques qui ont fait en sorte que ces femmes ont été vulnérables – jusqu'à être tuées – face à la violence sexiste. La réalité, c'est que les causes systémiques – la racine du problème – perdurent encore aujourd'hui. Les femmes ne se sentent pas encore en sécurité. Elles continuent de subir des violences sexuelles, conjugales et étatiques, dans les contextes intra et extra familiaux, dans la sphère publique et privée.

Les dernières campagnes des 12 jours ont été centrées sur les violences qui sont souvent effacées du débat public, celles qui ne reçoivent pas d'attention médiatique. Les études et les statistiques démontrent que certains groupes de femmes font davantage face à un contexte de risque structurel par rapport à la violence sexuelle et à d'autres formes de violence : nous parlons notamment des femmes autochtones, des femmes

en situation de handicap, des femmes racisées, des femmes trans et des communautés LGBTQIA+. Nous savons que les femmes font également face à des vulnérabilités accrues dans le contexte d’incarcération, ou quand elles sont en contexte rural et éloigné.

Nous avons encore beaucoup de travail à faire pour garantir l’accès (en tant que droit) aux services à toutes les femmes survivantes de violence sexuelle. Nous devons avancer pour garantir l’accessibilité universelle, la sécurisation culturelle des services d’aide, et le financement des services d’interprétariat, des mesures qui permettraient de rejoindre les femmes en région éloignée comme au Nord du Québec. Nous n’allons pas avancer dans la lutte contre les violences sexuelles si les groupes des femmes qui font face à des risques structureaux et donc à des taux de victimisation plus élevés n’ont pas accès aux services de soutien et ont des barrières d’accès au système de justice. Le gouvernement doit agir contre ces barrières systémiques et doit traiter la problématique des violences sexuelles non pas avec des actions ponctuelles, sinon avec un engagement à long terme et le financement des organismes qui sont sur le terrain et soutiennent jour après jour les survivantes des violences sexuelles.

Les 12 jours, c'est un moment pour mettre en lumière ces violences et pour rappeler que la lutte doit continuer, et que c'est une lutte de 365 jours, soit tout le long de l'année. L'avenir annonce encore des temps difficiles pour les femmes. La montée progressive des groupes de l'extrême droite, la banalisation des discours haineux et identitaires dans les médias, des lois pour contrôler l'habillement des femmes, des lois qui risquent de placer des femmes dans l'isolement, dans la précarité économique et qui, par conséquent, les rendent davantage vulnérables à la violence sexuelle et à d'autres formes de violence. Restons vigilantes et mobilisées, solidaires aux luttes et combats qui ne nous touchent pas individuellement. Rappelons-nous des mots d'Audre Lorde : « **Je ne suis pas libre tant qu'une femme reste prisonnière, même si ses chaînes sont très différentes des miennes. »**